



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

Crise agricole

Question au Gouvernement n° 1105

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

**Mme la présidente .** La parole est à M. Paul Christophe.

**M. Paul Christophe .** Au sein du groupe Horizons & indépendants, nous ne voudrions pas qu'on se méprenne au sujet de la crise agricole que nous connaissons. Les révoltes actuelles ne sont pas seulement dues aux abattages obligatoires, si douloureusement nécessaires pour lutter contre les différentes épidémies. Il ne s'agit pas de la valeur marchande d'un animal mais de plusieurs années de travail, d'investissement et de sacrifices. On n'informe pas un agriculteur de l'abattage de son troupeau par un simple e-mail. On ne discute pas avec lui en lui envoyant un gendarme. Nos agriculteurs méritent mieux.

Ce qui met le feu à nos campagnes, c'est de devoir travailler 60 heures par semaine pour finir sur la paille.

Avec le traité de libre-échange avec le Mercosur, la future politique agricole commune, la prochaine taxation des engrains par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et tant de normes européennes qui s'additionnent sans cohérence, c'est l'agriculture française elle-même que l'on met en péril. Pour la première fois de notre histoire, en 2025, notre balance commerciale agricole est négative. Reconnaissions-le, c'est un échec collectif.  
*(Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

Au-delà des chiffres, n'oublions pas la dimension humaine. La profession ne sait plus à qui elle doit s'adresser faute d'interlocuteur de proximité. Il nous faut être sur le terrain, à leurs côtés, et trouver des solutions humaines et respectueuses de leur travail et de leur engagement. Nous ne devons pas abandonner nos agriculteurs ; ils sont le cœur battant de nos territoires.

Monsieur le premier ministre, que pouvons-nous faire pour que la France reste une terre agricole prospère ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe HOR.)*

**Mme la présidente .** La parole est à M. le premier ministre.

**M. Sébastien Lecornu, premier ministre .** Avant de revenir plus précisément sur la gestion de la crise, je souhaite compléter ce que la ministre a détaillé devant la représentation nationale et saluer la mobilisation de la ministre et de l'ensemble des services du ministère de l'agriculture, qui font face à cette épizootie non depuis la semaine dernière, mais depuis le mois de juin. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.)* Je salue l'engagement des préfets et des différents fonctionnaires qui accomplissent leurs missions.

Moi qui ai eu l'honneur de porter le bel uniforme de gendarme dans une autre vie, comme réserviste, je comprends que les images diffusées la semaine dernière aient pu choquer.

Des contrevérités ont circulé, notamment sur l'utilisation de projectiles depuis les hélicoptères de gendarmerie.

Le ministre de l'intérieur a expliqué que cette information était fausse, mais le mal est fait, car elle s'est propagée.

Quant aux images, elles ont pu choquer parce qu'elles étaient tout simplement choquantes. Mais un amalgame est fait entre les éleveurs de France et quarante à cinquante militants de l'ultragauche (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP...*)

**M. Bertrand Sorre** . Ils sont là ! (*M. Bertrand Sorre désigne les bancs du groupe LFI-NFP.*)

**M. Christophe Bex** . C'est faux ! Les éleveurs ont été cassés, piétinés !

**M. Sébastien Lecornu**, *premier ministre* . . . venus s'immiscer au milieu des éleveurs, des vétérinaires et des manifestants avec des cocktails Molotov et des armes par destination. De fait, il ne faut pas entretenir la confusion entre les éleveurs, qui peuvent de manière légitime et démocratique contester les décisions prises, et ces militants de l'ultragauche avec lesquels ils n'ont rien à voir et que vous devez dénoncer, mesdames et messieurs les députés de La France insoumise. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

**M. Emmanuel Fernandes** . Calmez-vous !

**Mme Nathalie Oziol** . C'est n'importe quoi !

**M. Gabriel Amard** . Ça suffit !

**M. Sébastien Lecornu**, *premier ministre* . Il n'y a pas de place pour cette violence. Je tiens à saluer le courage des militaires de la gendarmerie, dont trois ont été blessés ; un manifestant éleveur a lui aussi été blessé par une grenade.

Disons-le le plus clairement possible : la stratégie sanitaire du gouvernement ne sera pas appliquée par la force. Mais il faut que les militants de la violence, qui n'ont rien à voir avec l'élevage français, se tiennent à distance de ces opérations. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. - Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

**M. René Pilato** . Vous ne valez pas mieux qu'Emmanuel Macron !

**Mme Ségolène Amiot** . Vous devriez avoir honte !

**M. Sébastien Lecornu**, *premier ministre* . Pardonnez-moi ce cri du cœur, mais on ne peut pas laisser croire que les forces de l'ordre sont utilisées contre les agriculteurs de France.

Venons-en à la gestion de cette épizootie. Mme la ministre l'a évoqué, une première réunion s'est tenue ce matin sous son impulsion ; une autre aura lieu vers 17 h 30. Des décisions seront annoncées dans la soirée pour clarifier la stratégie vaccinale, en particulier le zonage. Nous devons répondre aux demandes du terrain et mener une étude d'impact sur les conséquences possibles d'une vaccination sur les filières, en particulier en ce qui concerne l'exportation. Ce travail est mené par les préfets de département, les présidents de chambre d'agriculture et les différentes organisations professionnelles. Je souhaite que la décision soit aussi éclairée que possible.

L'urgence absolue est d'accélérer la vaccination. Pour cela, nous avons besoin d'obtenir les doses et de lever certains freins logistiques. Ce n'est en effet pas un problème d'argent ni d'acquisition, car les commandes ont bien été passées. Il existe cependant un problème d'aller vers, pour rendre les doses disponibles au plus près des élevages. Des décisions seront donc prises aujourd'hui.

Nous avons besoin de bras pour vacciner – c'est un enjeu majeur. Je tiens à saluer l'ensemble de la profession vétérinaire et l'ordre des vétérinaires, qui se sont largement mobilisés. (*Applaudissements prolongés sur les*

*bancs des groupes EPR, SOC, DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs des groupes RN et EcoS.) Vous pouvez les applaudir car ils remplissent une mission dont nous mesurons tous la difficulté. Je salue les vétérinaires retraités qui ont accepté de revenir travailler, de même que les élèves des écoles vétérinaires qui ont accepté, sur proposition de la ministre, de rendre ce service. Je mobiliserai également les vétérinaires militaires dont disposent les armées françaises : ils seront dépêchés dans les zones atteintes pour accélérer la vaccination et répondre aux besoins exprimés sur le terrain. (Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.)*

D'autres points seront traités tout à l'heure, comme la question du transport illégal de bétail. Si le virus se propage, c'est malheureusement parce que des animaux ont été transportés en toute illégalité. Cela provoque de la colère chez les éleveurs qui respectent les règles de protection sanitaire ; ils ne peuvent être tenus pour responsables de ce que font ceux qui ne les respectent pas. Il ne s'agit pas de pointer du doigt qui que ce soit, mais de reconnaître que les mesures de précaution restent les meilleures des mesures.

Outre la vaccination, Mme Genevard a évoqué ce que l'on appelle peut-être un peu trop techniquement la stratégie de repeuplement, essentielle pour l'espérance. Les éleveurs doivent en effet pouvoir reprendre leur activité le plus vite possible. Nous ne manquons pas de références dans le passé ; le modèle savoyard a été souvent évoqué et d'autres modèles existent. Les élus et les représentants syndicaux font des propositions sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

Je souligne que les tout petits élevages qui connaîtront dans les jours qui viennent des difficultés de trésorerie bénéficieront d'un accompagnement spécifique. Ils ne demandent pas l'aumône ; ils ne demandent pas de subventions ; ils veulent tout simplement vivre dignement de leur travail. La meilleure des réponses que nous pouvons leur apporter consiste à rétablir les conditions leur permettant de le faire.

En fin de semaine – vendredi, sans doute –, je recevrai à Matignon l'ensemble des organisations professionnelles agricoles. Ce sera l'occasion de revenir sur l'accord avec le Mercosur et sur la négociation de la politique agricole commune, dans laquelle le gouvernement sera plus qu'engagé : il sera dur dans la discussion avec la Commission européenne.

**M. René Pilato.** Bla bla bla !

**M. Thierry Tesson** . On a peur !

**M. Sébastien Lecornu, premier ministre** . La PAC est constitutive de l'aventure et de la construction européennes ; nul ne saurait manquer à cet engagement. (Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LIOT.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Paul Christophe](#)

**Circonscription :** Nord (14<sup>e</sup> circonscription) - Horizons & Indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1105

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 17 décembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 décembre 2025